



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STTP EMBALLAGE

LE PEYCHIER

--

43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-26-30
Code AIOT : 0100001248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement STTP EMBALLAGE implanté Patural de Massard -- 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 08/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STTP EMBALLAGE
- Patural de Massard -- 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0100001248
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

STTP- Emballages est une entreprise spécialisée dans l'impression sur films plastiques. Elle réalise également des activités de complexage.

Ce site a vocation à remplacer le site STTP - Emballages situé ZI du Psychier à Sainte-Sigolène.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 3.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 1.2	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 2.2.1, 2.2.2, 2.2.3 et 2.2.4	Sans objet
4	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 5.2.1	Sans objet
5	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 5.2.2	Sans objet
6	Déversement accidentel	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que le site n'exerçait aucune activité d'impression. En revanche, les activités de stockage, de complexage et de découpe étaient mise en oeuvre.

L'exploitant a indiqué qu'en raison de la conjoncture, les travaux permettant d'accueillir les activités d'impression n'avaient pas pu être réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 3670-2 → 110kg/h - 600t/an (A) Rubrique 2450-A-a → 2800 kg/j (A) Rubrique 4331-3 → 97t liquide inflammable cat 2 (DC) Rubrique 1510-2-c → 31500 m ³ (DC) Rubrique 2564-1c → 660 l de solvants (DC) Rubrique 2661-2b → 19,6t/j (D) Rubrique 1978-17 → 470 t/an (D)

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en raison de la conjoncture, la construction du site a été divisée en 2 phases.</p> <p>Lors de la visite, seules les activités de stockage (rubrique 1510-2-c) et de transformation de polymères par action mécanique (rubrique 2661-2b) étaient exploitées.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que conformément à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BCTE/2023-50 du 18 avril 2023 : <i>"L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97"</i>.</p> <p>L'échéance sera atteinte le 18 avril 2026</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 2.2.1, 2.2.2, 2.2.3 et 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 2.2.1 : Émissions totales de COV L'exploitant respecte pour les émissions totales annuelles la VLE suivante (...) 0,3 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés</p> <p>Art 2.2.2: Emissions canalisées Les rejets en COV canalisés font l'objet d'un traitement par oxydation thermique. (...) Les rejets issus des installations (conduit n°1) doivent respecter les VLE suivantes en concentration et en flux (...) COVT (exprimé en équivalent C) : 20 mg/nM3 (flux 1,5 kg/h) Nox : 100 mg/Nm3 CO : 100 mg/Nm3</p> <p>Art 2.2.3 : Emissions diffuses (...) Le flux annuel d'émissions diffuses de COVT ne dépasse pas 9,8 t/an. La VLE suivante est respectée : pourcentage des solvants organiques utilisés à l'entrée = 12 % max</p> <p>Art 2.2.4 : COV L'exploitant tient à jour un plan de gestion des solvants(...) Il le transmet annuellement à l'inspection des installations classées, statue sur le respect des VLE applicables et l'informe de ses actions visant à réduire la consommation et les émissions de solvants.</p> <p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, l'activité d'impression, susceptible d'émettre des COV n'étaient pas encore</p>

mis en service. Aucune imprimante ou imprimeuse n'était présente sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise à une fréquence annuelle une analyse du rejet de ses eaux pluviales pour s'assurer du respect des VLE prescrites par l'article 3.3.1 du présent arrêté PH : 5,5-8,5 MES : 100 mg/l DCO : 300 mg/l DBO5 : 100 mg/l Hydrocarbures totaux : 10mg/l (si flux supérieur à 100g/j)
Constats : L'exploitant a indiqué que les premiers prélèvements avaient été réalisés le 22 janvier 2026. Au jour de la visite, les résultats d'analyse n'avaient pas été communiqués à l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai d'1 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection les résultats de la campagne de mesure des rejets d'eaux pluviales. Dans l'hypothèse où les valeurs limites d'émissions n'étaient pas respectées, l'exploitant transmettra le plan d'action ou les justificatifs permettant de corriger ces non-conformités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 4 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des locaux est équipé d'un système de détection automatique d'incendie relié à une télésurveillance. La fermeture des portes coupe-feux deux heures (REI120) est asservie à cette détection
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un système de détection automatique d'incendie relié à une télésurveillance. Lorsqu'une anomalie est détectée, un signal sur la centrale indique l'emplacement de l'anomalie. Les caméras sont consultables à tout moment sur une application informatique et une application

<p>téléphonique.</p> <p>La fermeture des portes coupe-feux est asservie à cette détection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 5.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) des talus d'une hauteur suffisante sont disposés pour couper le flux thermique d'un scénario d'incendie de nappe de liquides inflammables sur l'aire de dépotage des cuves enterrées de stockage de produits solvantés concentrés (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, les travaux concernant l'aire de dépotage n'avait pas été effectués, ni l'installation des cuves enterrées de stockage de produits solvantés.</p> <p>Ces travaux devraient être réalisées lors de la deuxième phase amenant à l'installation des activités d'impression sur le site.</p> <p>Cette prescription devra dès lors être respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déversement accidentel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article 5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) le local « encres » est pourvu d'une rétention (...) L'aire de dépotage extérieure des solvants est dotée d'une rétention (...)</p> <p>En phase de dépotage, la vanne d'obturation de l'aire de dépotage des solvants est maintenue fermée. Le remplissage des cuves est équipé d'un dispositif de sécurité interrompant le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation de la cuve est atteint</p> <p>En cas de déversement accidentel, toutes les dispositions sont prises pour éviter un transfert de la pollution dans l'environnement. En particulier, des kits d'urgence (papiers absorbants...) sont mis à disposition des opérateurs. En cas de déversement d'effluents pollués dans le réseau d'eaux pluviales du site, la vanne d'obturation du réseau d'eaux pluviales est fermée. Cette vanne est signalée et les actions à mener font l'objet de consignes</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, le local encre n'était pas construit, ni l'aire de dépotage, ni les cuves enterrées.</p> <p>Ces travaux devraient être réalisées lors de la deuxième phase amenant à l'installation des activités d'impression sur le site.</p>

Cette prescription devra dès lors être respectée.

Type de suites proposées : Sans suite